



En Partenariat avec l'ambassade du Portugal en France dans le cadre de la présidence portugaise du Conseil de l'UE

Chères amies, chers amis,

Nous sommes très heureux de vous retrouver au rythme de EuropeInfoHebdo.

Nous vous prions de trouver dans cette newsletter un panorama synthétique et analytique des développements politiques dans trois domaines de l'actualité européenne que nous suivons tout particulièrement : l'état de l'Etat de droit, le Green Deal et les évolutions géopolitiques.

Bonne lecture !

Elise Bernard

Edouard Gaudot

Avec la précieuse assistance de Raphaël Cario, Gwendoline De Boé, Nericia Nzingoula et Nathanael Strehaiano

Pour EuropaNova Academia

Inscrivez-vous à notre analyse hebdomadaire

Recevoir cette analyse en Allemand par notre bureau à Berlin

Notre analyse de la nouvelle présidence portugaise par
C-M Alves

13/05/2021



L'état de l'État de droit

Jeudi 6 mai, l'avocat général auprès de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) Evgeni Tanchev a estimé [dans ses conclusions](#) que **le nouveau régime disciplinaire des juges polonais institué par une loi adoptée en 2017 en Pologne était contraire au droit européen**. Le litige sera tranché l'année prochaine par la Cour de Luxembourg.

- Le 31 mars dernier, la Commission a formé [un recours en référé](#) contre la Pologne devant la CJUE, au sujet de la loi polonaise sur le système judiciaire du 20 décembre 2019, estimant **qu'elle portait atteinte à l'indépendance des juges et était incompatible avec la primauté du droit de l'Union**.
- Cette loi instaure **une nouvelle chambre disciplinaire** au sein de la Cour suprême polonaise, ayant l'autorité de **juger les juges de la Cour Suprême. Ce qui pose problème est que sa composition semble politisée et favorable au parti au pouvoir, les conservateurs du PiS. Cette instance est par ailleurs l'instance de recours pour tous juges de droit commun**.

Ainsi s'est engagé un conflit entre juges en Pologne, la Cour suprême jugeant à deux reprises, en 2019 et en 2020, que la nature de la chambre disciplinaire était contraire au droit polonais et au droit européen. Le 4 février, **un juge de la Cour suprême se voyait ainsi suspendu et sa rémunération réduite**

de 40% sur décision de l'instance disciplinaire.

- « De manière conséquente, nous voyons que les élites de Bruxelles essaient de s'ingérer dans la souveraineté systémique de la Pologne dans le domaine de la justice. Nous observons aujourd'hui un nouvel acte de ce théâtre politique à Bruxelles » a déclaré le vice-ministre de la justice polonais, Sebastian Kaleta dans des [propos rapportés](#) par Le Monde. Pour son gouvernement, ce nouveau système disciplinaire est bien nécessaire pour accroître l'efficacité des tribunaux et se débarrasser des traces du communisme.
- Ce n'est pas la première fois que Varsovie et Bruxelles se font face sur ces questions. Le Commission a saisi la CJUE de plusieurs recours, depuis 2017, concernant les réformes de la justice du gouvernement Morawiecki.

La Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) de Strasbourg a, par ailleurs, indiqué lundi 10 mai avoir lancé [cinq autres requêtes au sujet de la réforme du système judiciaire en Pologne](#).

Ce litige, opposant Varsovie à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg s'inscrit dans un contexte particulièrement tendu concernant les droits de l'Homme.

- Le vendredi 7 mai, l'alliance du groupe d'opposition de gauche au parlement polonais, a demandé au chef de la police d'expliquer pourquoi éditer un [nouveau manuel destiné aux officiers de police mentionnant la communauté transgenre et LGBT parmi les pathologies sociales](#). « En particulier, les personnes transgenres et gender-queer ont été décrites dans le manuel comme des exemples de pathologie sociale », a déclaré la députée de gauche Agnieszka Dziemianowicz-Bąk dans des propos [rapportés par Euractiv](#).
- Enième provocation à l'égard des fondements du droit européen, la Pologne s'est associée à la Hongrie en s'opposant à la mention « égalité des genres » dans une déclaration faite vendredi sur la promotion de la cohésion sociale dans l'UE à l'occasion du sommet de Porto sur l'Europe sociale, selon [Reuters](#).



“ De nombreux courants politiques instrumentalisent les droits, notamment des minorités et des plus faibles, pour se faire élire puis se maintenir au pouvoir ”

Entretien avec **Gwendoline Delbos-Corfield**

Par Edouard Gaudot, avec l'aide de Raphaël Cario

EuropaNova Academia

Entretien avec Gwendoline Delbos-Corfield, députée européenne

13/05/2021



Europe Géopolitique

La question de [l'autonomie stratégique](#) et de la [souveraineté européenne](#) (deux notions qui ne sont pas synonymes) continue d'agiter le débat politique européen, sur fond d'activisme présidentiel français et de campagne électorale allemande. [D'après cette analyse](#) de trois professeurs de l'ULB, la souveraineté européenne pourrait être surtout « une projection surtout française », et ressemble trop souvent à un simple changement

d'échelle des problématiques politiques hexagonales. Penser la souveraineté européenne est effectivement indispensable mais cela suppose d'y associer, en même temps, les dimensions institutionnelles (quel organe traduirait la souveraineté au niveau européen) et démocratiques (de quelle façon les citoyens exercent-ils leur contrôle sur cet organe).

Parmi les manifestations de souveraineté, la capacité militaire fait partie des sujets régulièrement remis sur le métier européen [depuis l'initiative franco-britannique de St Malo, en 1998](#), considérée comme l'origine de la Politique européenne de sécurité et de défense. Après une première ébauche en 1999, en 2007, **l'Union européenne a mis en place un système de groupements tactiques de 1 500 hommes**, prêts à intervenir en cas de crise, mais qui n'a jamais été utilisé. **Ces groupements tactiques pourraient désormais constituer la base d'une force dite de première entrée**, dans le cadre d'une nouvelle dynamique visant à renforcer les capacités de défense de l'UE. À présent, quatorze pays de l'UE, dont l'Allemagne et la France, ont proposé la création d'une force de réaction militaire rapide qui pourrait intervenir rapidement dans les crises internationales, rapporte mercredi [Reuters](#).

- **Ces pays estiment que l'UE devrait créer une brigade de 5 000 soldats**, éventuellement accompagnée de forces navales et aériennes, afin d'aider les gouvernements étrangers démocratiques ayant besoin d'une aide urgente.
- **Les ministres de la défense de l'UE examineront cette idée ce jeudi**, lors d'une réunion régulière présidée par le chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, qui a [reproché à l'Union sa réticence à intervenir davantage à l'étranger](#), notamment dans les États dits faillis comme la Libye.
- Josep Borrell fera également pression pour qu'une **mission de formation de l'UE soit envoyée pour aider l'armée du Mozambique**, face aux attaques dans la province de Cabo Delgado, perpétrées par une insurrection islamiste locale.

L'accord CAI n'a pas fini son lent chemin de croix parlementaire. [Selon le South China Morning Post](#), les députés européens présenteront, ce mois-ci, une motion visant à suspendre tout débat sur la ratification de l'accord tant que Pékin n'aura pas levé les sanctions imposées à un groupe d'universitaires, de groupes de réflexion, d'ONG et de représentants politiques en mars dernier.

Retrouvez ici notre étude sur l'accord et son impact pour la diplomatie européenne

- Outre les tensions actuelles liées aux violations des droits de l'Homme, **l'Italie, la Grèce et le Portugal ont tous bénéficié d'importants financements en provenance de Chine** au cours de la dernière décennie, mais les préoccupations croissantes concernant la protection des infrastructures critiques pourraient susciter un changement de politique.
- Les **inquiétudes concernant la diplomatie chinoise « du piège de la dette »** sont tout aussi importantes pour ces pays, notamment [au vu de l'expérience récente du Monténégro et son autoroute chinoise inachevée](#) à un milliard d'euros.
 - Pour ce projet, 40 ponts et 90 tunnels devaient être construits et financés par la Chine. Cependant, entre allégations de corruption, retards de construction et des fortes contraintes environnementales, aujourd'hui, sur les 170 kilomètres prévus, seuls 40 ont été livrés.
 - Cette autoroute est l'une des plus chères au monde. Elle est financée par un prêt de la Chine que l'exécutif monténégrin estime impossible à rembourser. Selon Euronews, **cette autoroute « vers nulle part » crée des difficultés, diplomatiques d'abord, mais également environnementales et économiques.**

Ces nouvelles tensions avec la Chine **poussent au rapprochement avec la deuxième puissance régionale de la région**, considérée souvent aussi comme la plus grande démocratie plurielle mondiale : **l'Inde**. Le mois dernier, les pays de l'UE ont lancé une [nouvelle stratégie indopacifique](#), dont un des points centraux sera le rapprochement avec l'Inde. Après une interruption de huit ans, l'UE et l'Inde [ont convenu](#) de relancer des négociations longtemps bloquées sur un accord commercial global, les deux parties cherchant à renforcer leur engagement économique et à répondre à la puissance croissante de la Chine.

- En janvier, **le ministre portugais des affaires étrangères avait déclaré que l'UE envisageait de conclure un accord d'investissement avec l'Inde**, mais que les perspectives d'un FTA global étaient limitées en raison de différends de longue date sur la position protectionniste de l'Inde.

- En effet, l'UE et l'Inde ont entamé des négociations en vue d'un FTA, en 2007, mais **se sont heurtées à des problèmes de protectionnisme mutuel**. L'un des principaux points de friction était les droits de douane élevés appliqués par l'Inde sur les pièces automobiles de l'UE - l'Economic Times a [rapporté](#) en 2015 que les droits de douane sur certaines pièces atteignaient 130 % - ainsi qu'aux spiritueux et aux vins européens.
- De plus, le [Financial Times rapporte](#) que Bruxelles estime que la décision de l'Inde de se retirer des négociations sur un pacte commercial, le Regional Comprehensive Economic Partnership - soutenu par la Chine - l'année dernière, a ouvert une fenêtre : **New Delhi cherche d'autres partenaires**. Toutefois, l'UE et l'Inde devront mener une bataille difficile pour parvenir à un accord commercial global après les précédents échecs des négociations.
- Enfin, les récents débats autour de la levée des brevets vaccinaux pourraient [jouer un rôle majeur dans cette nouvelle relation](#), alors que l'Inde fait face à une vague épidémique dure et une production de vaccin limitée.

C'est dans ce contexte que doit être rendu hommage à la recherche européenne, cette semaine représentée par le Président du Conseil européen à la recherche, dans un entretien exclusif pour EuropaNova.

**LES LUMIÈRES
DE...**

EuropaNova
★ Academia

**JEAN-PIERRE
BOURGUIGNON**



Par Elise Bernard
et Nathanaël Strehalano

“

L'Europe de la recherche

Au niveau européen, nous avons besoin de toutes les compétences et de les articuler de la façon la plus ouverte.

Par Jean-Pierre Bourguignon
Président du Conseil européen de la recherche

Les lumières de Jean-Pierre Bourguignon sur la recherche en Europe

13/05/2021



Green Deal

Dans le cadre de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne, **le Premier ministre portugais Antonio Costa** a déclaré, lors de la journée de lancement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe le 9 mai, vouloir mettre en place un « **agenda mondial pour les océans** ». « D'autres ont donné priorité à la Lune, ou à Mars. Mais l'Europe doit faire de l'océan sa cause et sa grande mission pour la prochaine décennie » a-t-il ainsi [déclaré](#) dimanche dernier. Le programme devrait s'étendre à l'horizon 2050.

La Commission européenne [a révisé](#) sa « stratégie industrielle pour l'Europe » qui fixe les grands axes de la **politique européenne sur les sujets industriels sensibles**. La question écologique, et plus précisément l'industrie verte, est au cœur de cette révision, avec la question des « dépendances stratégiques » et le soutien à la « double transition », écologique et numérique.

- La Commission [publie](#) une analyse détaillée des « dépendances et capacités stratégiques » de l'Union européenne. Dans ce document, la Commission se penche, secteur par secteur, sur l'ensemble des ressources, matériaux ou technologies pour lesquels l'Europe serait dépendante de capacités ou de techniques de production qui lui sont extérieures.
 - **L'analyse, qui a porté sur 5 200 produits, en identifie 137 pour lesquels la dépendance de l'Union est « très forte »**, correspondant à 6% de la valeur totale des importations de l'Union. Parmi eux, 34 produits retiennent particulièrement l'attention car ils peuvent placer l'Union dans une situation de « grande vulnérabilité » et sont moins diversifiables ou susceptibles d'être produits en Europe.
 - En particulier, à travers **17 produits** - comme les moteurs électriques ou les batteries - **c'est toute l'industrie verte qui se voit potentiellement menacée**.
 - Avec cette analyse, il s'agit non seulement **d'identifier les faiblesses actuelles**, mais aussi « d'éviter les dépendances stratégiques de demain », selon [les mots](#) du commissaire au Commerce Valdis Dombrovskis. Ainsi, l'hydrogène, les batteries lithium-ion ou encore les semiconducteurs ont fait l'objet d'une analyse approfondie.
- Dans cette mise à jour de la stratégie industrielle européenne, la Commission insiste aussi sur la « double transition », à savoir le virage à la fois écologique et numérique que sont amenées à prendre de nombreuses industries.
 - Au soutien de cette double adaptation, des « parcours de transition », **c'est-à-dire des feuilles de routes conçues par les États membres, acteurs industriels, institutions publiques et adaptées aux nécessités** de chaque secteur.
 - Dans le [rapport annuel sur le marché unique](#), publié en même temps que la révision, pas moins de **14 secteurs** comme le tourisme, la santé ou le textile ont ainsi fait l'objet d'une **analyse détaillée**.
- Si « l'ouverture au commerce et à l'investissement constitue un atout et une source de croissance et de résilience pour l'Union », comme le souligne le document sur les dépendances stratégiques, la conciliation avec l'autonomie stratégique et la transition écologique place l'industrie européenne sur une ligne de crête.

[Après les pays en voie de développement](#), c'est au tour **des États-Unis de s'inquiéter à propos du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM)** que l'Union souhaite mettre en place. Vendredi dernier, **Jonathan Pershing**, membre de la délégation américaine pour le climat, [déclarait ainsi](#) « sans en rejeter le principe », qu'il était « extrêmement compliqué d'imaginer la structure d'une taxe aux frontières ».

- Le CBAM doit permettre à l'Union européenne de **taxer les produits importés dont la fabrication dans le pays d'importation aurait dépassé le seuil d'émission de gaz à effet de serre** autorisé. Un tel mécanisme doit permettre de limiter les émissions de carbone d'une manière économiquement efficace, sans délocalisations d'entreprises.
- Jonathan Pershing reprend ainsi le discours de l'envoyé spécial pour le climat John Kerry, qui [souhaitait](#) ne **voir ce mécanisme utilisé qu'en dernier ressort**.

#GreenGen

«
Green Deal et politique commerciale :
Le mécanisme d'ajustement carbone
aux frontières »

Par Antoine Latran

Sous la direction d'Elise Bernard et de Corentin Gorin



Green Deal et politique commerciale :
Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

EuropaNova
64bis avenue de New York
75016 PARIS
contact@europanova.eu



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur EuropaNova.

[Se désinscrire](#)



© 2021 EuropaNova